

## IL RÉPONDRA, AUJOURD'HUI, AUX «QUESTIONS» DES DÉPUTÉS

## Sellal sur du velours

**C'est comme une lettre à la poste que le plan d'action du gouvernement Sellal sera, sans aucun doute, adopté aujourd'hui par les membres de l'APN dont les interventions, ayant fait usage de «débats» autour, n'ont jamais aussi péché par une inconsistance qui n'a nulle trace dans les précédentes législatures.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir) -** Rares ont été, en effet, les voix qui se sont élevées pour apporter la contradiction à un Exécutif qui donne l'impression d'évoluer sur un terrain conquis d'avance. Quand des critiques étaient émises, ces dernières étaient vagues et noyées dans des généralités à donner des nausées. Surtout que pour leur quasi-majorité, les interventions des députés traitaient de préoccupations de la wilaya, de la commune, de la tribu, voire du quartier, ce qui renseigne on ne peut plus clairement sur le niveau des «élus» du peuple.

Les rares coups d'éclat, œuvres notamment du camp islamiste qui veut, à la faveur de la retransmission en direct de ces «débats» à la télévision, se refaire une virginité au bout d'une très longue période de concubinage

d'avec le pouvoir, étaient systématiquement et fortement perturbés par les députés de la majorité en tapant sur le pupitre et en chahutant devant l'incapacité du président de séance à gérer les «débats».

Comme ce fut le cas, d'ailleurs, hier, quand un député de l'Alliance de l'Algérie verte s'en est vertement pris au FLN actuel en faisant remarquer que le parti ne sert que de réceptacle pour tous les opportunistes et autres affairistes de tous poils, du fait, soutiendra-t-il, que tous ses enfants sincères, citant entre autres, Krim Belkacem, Aït-Ahmed, l'ont quitté pour créer leurs propres partis. Propos qui n'ont pas été du goût des députés de la majorité qui ont, alors, interrompu longuement l'intervenant. Son collègue du même bord, Filali Ghouini, tiendra à



Sellal évolue sur un terrain conquis d'avance.

dénoncer dans les travées de l'Assemblée que les députés préfèrent à la plénière, l'empête-

ment scandaleux, à ses yeux, du fonctionnement de l'Assemblée avec «le rajout, en toute clandes-

tinité, de près de douze intervenants, presque tous du FLN sur la liste arrêtée la veille». Le comble, relève le député de l'AAV, est que ces rajouts ont été effectués dans le cœur de la liste, dans le but évident, dira-t-il, de noyauter les éventuels «écarts de conduite».

Et au vu de la «qualité» des interventions ayant suivi la présentation par le Premier ministre, mardi dernier, de son plan d'action, tout plaide pour que les «réponses» prévues pour ce matin ne constituent point une corvée pour Sellal, qui n'aura, de ce fait, qu'à se plier à une règle d'usage tant il est plus qu'évident qu'il aura le quitus parlementaire à l'issue d'un vote prévu dans l'après-midi, du programme de politique générale, dont tout le monde a relevé l'indigence en matière d'échéances et d'objectifs chiffrés. Mais c'était l'espace d'un «semblant» de sérieux qui a vite cédé place aux propos élogieux à l'égard du programme de Son Excellence, le président de la République.

M. K.

## ASSAINISSEMENT DU FICHIER ÉLECTORAL

## 226 000 nouveaux inscrits

**L'assainissement en cours du fichier électoral a donné lieu à 226 000 nouveaux inscrits et à 96 000 nouveaux radiés. Au 31 mars 2012, le corps électoral était de 20 673 870 électeurs-résidents et 9 000 électeurs s'agissant de la communauté nationale établie à l'étranger.**

**Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) -** Ce sont les chiffres du ministère de l'Intérieur, partagés, hier, sur les ondes de la Radio Chaîne 3 par le directeur de la réglementation, Mohamed Tabli.

Ce dernier a fait savoir également que l'informatisation du fichier électoral interviendra après les élections locales du 29 novembre prochain et que la carte nationale d'identité biométrique, une fois généralisée, servira aussi de carte d'électeur. Interrogé sur le vote des éléments des services de

sécurité, qui, en mai dernier, lors des élections législatives, auraient bénéficié d'une double inscription sur les listes électorales, le directeur de la réglementation au ministère de l'Intérieur a expliqué que c'étaient les intempéries qui ne leur avaient pas permis de se désinscrire pour se réinscrire ailleurs. Mohamed Talbi a souligné que, pour les élections locales, toutes les dispositions ont été prises.

Il a même évoqué la possibilité d'inscriptions groupées, à condition, tou-

tefois, de présenter des radiations aux commissions supervisant les révisions du fichier électoral.

S'agissant des rapports d'observation internationale des élections législatives, Mohamed Talbi a dit avoir pris en compte un certain nombre de recommandations, notamment la nécessité de former les personnels des bureaux de vote.

Un total qui va se chiffrer à 700 000 agents pour les locales.

Des élections locales qui verront le nombre de sièges en compétition de l'ordre de 24 819 pour les APC et de 2004 pour les APW.

La nouvelle disposition de la loi organique, qui impose un minimum de 30% des femmes sur les

listes électorales, concernera 700 communes. Ce qui donnera un minimum de 4 033 femmes élues aux assemblées locales. Par ailleurs, le directeur de la réglementation au ministère de l'Intérieur a fait savoir que pour violation de la loi et de la réglementation, 109 présidents d'APC sortants ont fait l'objet de suspension. «80 élus, dont 21 P/APC, ont été réintégrés après décision de justice, alors que 34, dont 10 P/APC, ont été exclus».

Mohamed Talbi a révélé que le nombre de partis agréés est de 48 et que ceux autorisés à tenir leurs congrès constitutifs ou en attente d'autorisation sont au nombre d'une trentaine.

S. A. I.

## ÉLECTIONS LOCALES DU 29 NOVEMBRE

## Le Parti des jeunes y prendra part

**Le Parti des jeunes (PJ) a tranché sur sa participation aux élections locales du 29 novembre prochain. Il se présentera dans plus de 30 wilayas.**

**Rym Nasri - Alger (Le Soir) -** «Nous ne participerons pas juste pour la forme mais nous miserons sur les APC et les APW où le parti a déjà une popularité», a indiqué Hamana Boucherma, coordinateur général du PJ, hier à Alger.

Affirmant la participation de son parti dans plus de 30 wilayas, il notera que des alliances politiques ne sont pas exclues. «Les coalitions politiques concerneront uniquement les APW (Assemblées populaires de wilaya) mais jamais avec des partis

du pouvoir», explique-t-il. Le coordinateur général du PJ assure, en outre, que la fraude sera au rendez-vous car, dit-il, «il y a l'enjeu d'élection présidentielle qui s'impose». Il rappelle les dernières élections législatives où il estime que son organisation politique a été «délestée» de plusieurs sièges notamment dans les wilayas de Blida, Tébessa, Oum El Bouaghi, Tiaret, Tlemcen, Adrar et Médéa.

Il plaide ainsi pour plus de garanties afin d'assurer une transparence lors des prochaines élections.

S'agissant du nouveau gouvernement, installé dernièrement, Hamana Boucherma le qualifie de gouvernement sans couleur politique.

«Il n'est ni un gouvernement de consensus, ni technocrate, ni de

changement. D'ailleurs, le changement effectué n'a pas dépassé les 10%», dit-il. Et de s'interroger : «Comment peut-on accorder le secteur de la Communication à quelqu'un dont le parti a connu l'échec et a frôlé la dissolution ?»

Selon lui, le Parti des jeunes aspire à un «changement pacifique» mais le pouvoir en place continue à pousser le peuple vers l'«extrémisme» et le choix de la révolte populaire. «Même les hommes qui ont permis la sauvegarde de la République durant les longues années du terrorisme tels que les gardes communaux, les patriotes et les rappelés du service national de l'armée ont été délaissés et oubliés par le système. C'est un système bête», conclut-il.

R. N.

## NORD DU MALI

## Les États-Unis s'opposent à une intervention militaire étrangère

**La situation au nord du Mali a dominé la discussion dans la conférence de presse animée, hier, au siège de l'ambassade des États-Unis à Alger par le commandant en chef de l'US Africa Command (Africom), le général de corps d'armée Carter Ham.**

**Lyas Hallas - Alger (Le Soir) -** Le général Ham, qui a «débarqué» à Alger en venant du Maroc voisin où il a eu déjà à exprimer l'opposition du gouvernement de son pays à toute intervention militaire au nord du Mali, a souligné, encore une fois, que l'expédition de troupes américaines sur le sol malien n'est en aucun cas envisageable : «La seule alternative qui ne pourrait exister, c'est la présence militaire américaine dans le nord du Mali.»

Le Gal Ham, pour qui la situation est «très compliquée» au Mali, est «convaincu» que le déploiement de troupes au Mali ne fera que compliquer la situation sur le terrain et que la résolution de la crise ne peut être que «politique et diplomatique».

«L'un des aspects-clés dans la résolution de la crise malienne est de faire la distinction entre les groupes armés de la région, entre les groupes terroristes et ceux qui ne le sont pas», a-t-il avancé.

Et de préciser l'objet de sa visite : «Nous essayons de comprendre quel est le rôle du Mujao, du Mlna et d'Ansar Dine.»

Ainsi, l'approche du gouvernement de son pays quant à la résolution de la crise est claire : «Au Mali, et en plus de l'absence d'un gouvernement légitime, il y a une crise humanitaire préoccupante et beaucoup de groupes terroristes. Notre souci pour le moment est de rétablir la légitimité du gouvernement à Bamako. Je suis ici justement pour encourager le dialogue à l'intérieur du Mali et aussi entre les pays de la région dans le but de rétablir la stabilité dans ce pays.»

Lors de sa visite, le commandant en chef de l'Africom, commandement des forces armées américaines en Afrique dont le siège est à Stuttgart, en Allemagne, a été reçu par le président de la République, ministre de la Défense nationale et chef suprême des forces armées. Il s'est également entretenu avec le ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale et le ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères chargé des affaires maghrébines et africaines.

Une visite d'une journée qui s'inscrit, officiellement, «dans le cadre des consultations régulières entre les deux pays et se tient à la veille de la session du dialogue stratégique Algérie-Etats-Unis qui aura lieu à Washington le 19 octobre prochain».

L. H.